



BGE AURA

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Espace de Coworking Hiptown

20 bd Eugène Deruelle

69003 LYON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'attention de l'assemblée générale de l'association BGE AURA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association BGE AURA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cournon d'Auvergne, le 12 mai 2025

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES



ARVERNE CONSEIL SARL
représentée par Eric MAS

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés,						
Immobilisations corporelles						
. Autres immobilisations corporelles	191 166	119 023	72 143	2,97	102 854	5,02
Immobilisations financières						
. Autres titres immobilisés	7		7	0,00	7	0,00
. Autres	36 990		36 990	1,52	35 391	1,73
TOTAL (I)	228 163	119 023	109 140	4,49	138 252	6,75
ACTIF CIRCULANT						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	860 479		860 479	35,43	830 018	40,50
. Autres	910 783	7 747	903 036	37,19	1 018 239	49,69
Disponibilités	507 410		507 410	20,89	46 532	2,27
Charges constatées d'avance	48 361		48 361	1,99	16 246	0,79
TOTAL (II)	2 327 033	7 747	2 319 286	95,51	1 911 035	93,25
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 555 196	126 770	2 428 426	100,00	2 049 287	100,00

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires	95 720	3,94	7 622	0,37
. Fonds propres complémentaires	104 742	4,31	104 742	5,11
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires	9 706	0,40	18 665	0,91
Réserves				
. Réserves pour projet de l'entité	868 980	35,78	868 980	42,40
Report à nouveau			-189 832	-9,25
Excédent ou déficit de l'exercice	202 380	8,33	277 929	13,56
Situation nette (sous total)	1 281 528	52,77	1 088 107	53,10
TOTAL (I)	1 281 528	52,77	1 088 107	53,10
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds dédiés	173 513	7,15	76 412	3,73
TOTAL (II)	173 513	7,15	76 412	3,73
PROVISIONS				
Provisions pour risques	308 387	12,70	176 342	8,61
TOTAL (III)	308 387	12,70	176 342	8,61
DETTES				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	113 094	4,66	263 337	12,65
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	180 607	7,44	248 648	12,13
Dettes fiscales et sociales	124 335	5,12	142 617	6,96
Autres dettes	107 929	4,44	53 325	2,60
Produits constatés d'avance	139 033	5,73	500	0,02
TOTAL (IV)	664 998	27,38	708 427	34,57
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 428 426	100,00	2 049 287	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%	
	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:						
Ventes de biens et services						
- Ventes de prestations de services	2 096 275		2 254 420		-158 145	-7,00
Produits de tiers financeurs						
- Concours publics et subventions d'exploitation	853 359		747 454		105 905	14,17
- Ressources liées à la générosité du public						
- Contributions financières	17 700		20 650		-2 950	-14,28
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges	135 507		108 370		27 137	25,04
Utilisations des fonds dédiés	74 371		83 688		-9 317	-11,12
Autres produits	131		718		-587	-81,74
Total des produits d'exploitation (I)		3 177 343	3 215 300	-37 957	-1,17	
CHARGES D'EXPLOITATION:						
Autres achats et charges externes	786 954		857 658		-70 704	-8,23
Impôts, taxes et versements assimilés	101 262		106 582		-5 320	-4,98
Salaires et traitements	1 270 620		1 320 172		-49 552	-3,74
Charges sociales	397 097		420 141		-23 044	-5,47
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	31 798		38 879		-7 081	-18,20
Dotations aux provisions	175 368		90 542		84 826	93,69
Reports en fonds dédiés	171 473		76 412		95 061	124,41
Autres charges	44 517		22 200		22 317	100,53
Total des charges d'exploitation (II)		2 979 089	2 932 587	46 502		
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		198 254	282 713	-84 459	-29,86	
PRODUITS FINANCIERS:						
Autres Intérêts et produits assimilés	159		151		8	5,30
Total des produits financiers (III)		159	151	8	5,30	
CHARGES FINANCIERES:						
Intérêts et charges assimilées	5 682		3 680		2 002	54,40
Total des charges financières (IV)		5 682	3 680	2 002	54,40	
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		-5 523	-3 529	-1 994	-56,49	
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		192 731	279 184	-86 453	-30,96	
PRODUITS EXCEPTIONNELS:						
Sur opérations de gestion	10 294				10 294	N/S
Total des produits exceptionnels (V)		10 294		10 294	N/S	
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion	645		1 050		-405	-38,56
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions			205		-205	-100,00
Total des charges exceptionnelles (VI)		645	1 255	-610	-48,60	
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		9 649	-1 255	10 904	868,84	

COMPTES DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

COMPTES DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
Total des produits (I + III + V)	3 187 796	3 215 450	-27 654	-0,85
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 985 415	2 937 521	47 894	1,63
EXCEDENT OU DEFICIT	202 380	277 929	-75 549	-27,17
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations				
Personnel bénévole				
TOTAL				

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL



Annexe

Préambule**OBJET SOCIAL**

L'objet social de BGE AURA est défini dans ses statuts de la manière suivante:

"BGE AURA est un outil de développement économique local. Sa mission consiste dans l'accompagnement des créateurs et repreneurs d'activités économiques et dans le conseil en développement d'organismes qui participent à la revitalisation du tissu économique local. Il utilise toute forme de solidarité telle la mise à disposition de compétences, le parrainage, le suivi et l'aide financière."

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES REALISEES

Les activités de BGE AURA s'articulent autour de 4 objectifs principaux:

- Déclencher l'initiative

Afin de démocratiser l'accès à l'initiative et susciter l'envie de créer, nous menons des actions d'émergence à travers le programme Activ'Créa Emergence, des actions de sensibilisation (milieu scolaire, organisme de formation, mission locale,...), la réalisation de bilan de compétences entrepreneuriales.

- Former, Tester, Outiller

Nous nous adaptons aux différentes logiques d'apprentissage en mixant les formations individuelles, collectives, à distance.

Ainsi, nous proposons des outils numériques de business plan et nous réalisons différents types d'accompagnements et formations selon le profil, les besoins, et l'avancée du projet du bénéficiaire.

- Donner accès au financement

Nous aidons à mobiliser le juste financement. Grâce aux partenariats noués avec les banques et les acteurs associatifs, BGE AURA aide à mobiliser les fonds nécessaires.

- Développer et faire réussir

Nous accompagnons les entrepreneurs vers la pérennisation de leur activité: concevoir une stratégie commerciale, trouver des solutions d'immobilier d'entreprise, mise en réseau...

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 428 426,29 euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 202 380,36 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 24/04/2025 par le Conseil d'Administration.

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

1 - Principes, règles et méthodes comptables

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERAE CONSEIL

1.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014 -03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

1 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

1.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

1.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Agencements, aménagements, installations	de 5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
Mobilier	de 7 à 8 ans

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

1.2.3 - Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale.

Le cas échéant, une provision pour dépréciation est calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Au 31/12/2024, la provision pour dépréciation de la créance sur COAGIR étant devenue sans objet, elle fait l'objet d'une reprise pour la totalité de son montant, soit 50.000 euros.

La provision pour dépréciation de la créance sur ADEIT/ADELFA s'établit toujours à 7 747 euros au 31/12/2024, sans variation par rapport à l'exercice précédent.

1 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**1.2.4 - Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

1.2.5 - Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est détaillé au point 4 - Notes sur le bilan passif, § Provisions pour risques et charges.

1.2.6 - Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

2 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

2.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	190 079	1 087		191 166
Immobilisations financières	35 398	1 599		36 997
TOTAL	225 477	2 685		228 163

2.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. gén., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	11 987	4 850		16 837
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	75 238	26 948		102 186
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	87 225	31 798		119 023
TOTAL GENERAL (I+II)	87 225	31 798		119 023

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

2.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	36 990		36 990
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	860 479	860 479	
Autres créances	910 783	910 783	
Charges constatées d'avance	48 361	48 361	
TOTAL	1 856 613	1 819 623	36 990

2 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

2.4 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	839 001
Subventions / financements	835 708
Autres produits à recevoir	2 925
TOTAL	1 677 634

2.5 - Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	57 747		50 000	7 747
Comptes financiers				
TOTAL	57 747		50 000	7 747

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

3 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

3.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	112 364	88 097			200 461
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise	18 665			8 959	9 706
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	868 980				868 980
Dont générosité du public					
Report à nouveau	-189 832	189 832			
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	277 929	-277 929	202 380		202 380
Dont générosité du public					
Situation nette	1 088 107		202 380	8 959	1 281 528
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	1 088 107		202 380	8 959	1 281 528
TOTAL dont générosité du public					

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

3 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

3.2 - Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	76 412	171 473	74 372			173 513	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	76 412	171 473	74 372			173 513	

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

3.3 - Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Provisions pour litiges	84 705		43 323	41 382
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions et obligations similaires	45 522	5 387		50 909
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	46 115	169 981		216 096
TOTAL II	176 342	175 368	43 323	308 387
TOTAL GENERAL (I+II)	176 342	175 368	43 323	308 387
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		175 368	43 323	
- financières				
- exceptionnelles				

3 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

Les provisions pour litiges, pour un total de 41.382 euros, correspondent à deux risques de litiges prud'homaux.

- Une ancienne salariée, licenciée pour faute grave en août 2021, avait contesté le motif de son licenciement. Elle avait saisi le conseil des prud'hommes le 6 juillet 2022. Le 21/02/2024, le Conseil des Prud'hommes a condamné BGE AURA à lui verser 67 447 euros, hors charges. BGE a interjeté appel de cette décision.

Dans l'attente du jugement de la Cour d'Appel, BGE a versé courant 2024 les sommes dues au titre de l'exécution provisoire de droit, pour un total de 43 323 euros.

Ainsi, la provision au titre de ce litige, après la reprise de 43.323 euros, s'établit à 31.500 euros au 31/12/2024.

- Un ancien salarié, licencié pour faute grave, a également saisi le conseil des Prud'hommes en juin 2023. Il conteste le motif de son licenciement. La provision de 9.882 euros, dotée au 31/12/2023, correspond à l'intégralité de ses prétentions (charges sociales comprises). Le jugement n'est pas rendu au 31/12/2024.

La dotation aux autres provisions pour risques et charges correspond au risque de non recouvrement des subventions accordées au titre des dispositifs PCRE et Incubatest. Le risque est évalué en pourcentage de l'enveloppe financée, en fonction du niveau de contrôle déjà opéré par les financeurs (Région AURA et FSE), et des éléments connus à la date de clôture sur le résultat de ces contrôles :

- Dispositif PCRE 2022 : 5%
- Dispositif PCRE 2023 : 10%
- Dispositif PCRE 2024 : 25%
- Dispositif Incubatest 2023 : 50%
- Dispositif Incubatest 2024 : 25%

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur:

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode prospective
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective SYNTEC
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 64 ans
- le taux de rotation du personnel : 2% pour les 50/59 ans, 1% pour les 40/49 ans, 4% pour les 30/39 ans, 7% pour les 20/29 ans, 0% pour les 0/19 ans et les plus de 59 ans.
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 1,5 %
- le taux d'actualisation retenu : 3,38 %
- le taux moyen des charges sociales : 51 % pour les cadres, 17 % pour les non cadres

3 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

3.4 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	113 094	113 094		
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	180 607	180 607		
Dettes fiscales & sociales	124 335	124 335		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	107 929	107 929		
Produits constatés d'avance	139 033	139 033		
TOTAL	664 998	664 998		

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

3.5 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	31
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	119 806
Dettes fiscales & sociales	55 795
Autres dettes	
TOTAL	175 633

ANNEXE ASSOCIATION

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024 Aux comptes annuels présentés en Euro

4 – FORMATION PROFESSIONNELLE

4.1 – Ressources de l'organisme :

Origine des fonds	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en K€	en %	en K€	en %
I – Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers				
Entreprises				
Etat, Collectivités locales, étab.pub				
Entreprises : via fongécif, OMA,				
FAF				
Particuliers	4 607	0,18%	550	0,02%
Sous total I	4 607	0,18%	550	0,02%
II – Ressources provenant des pouvoirs publics				
Instances européennes	372 905	14,87%	311 044	11,62%
Etat	243 164	9,70%	296 404	11,07%
Régions	155 456	6,20%	134 789	5,04%
Autres collectivités territoriales	248 305	9,90%	208 688	7,80%
Sous total II	1 019 830	40,67%	950 925	35,53%
Autres organismes de formation	31 209	1,24%	24 253	0,91%
Autres ressources	1 451 899	57,90%	1 700 678	63,54%
Sous total III	1 483 108	59,15%	1 724 931	64,45%
Total des ressources	2 507 545	100,00%	2 676 406	100,00%

4.2 – Décomposition des actions de formation par finalité :

FINALITE DES ACTIONS	Volumes financiers			
	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en K€	en %	en K€	en %
Diplômantes				
Perfectionnement professionnel et qualifiant	2 507 545	100,00%	2 676 406	100,00%
Insertion sociale				
Total	2 507 545	100,00%	2 676 406	100,00%

ANNEXE ASSOCIATION

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024 Aux comptes annuels présentés en Euro

4 – FORMATION PROFESSIONNELLE (suite)

4.3 – Conventions de ressources publiques affectées :

Convention	Montant initial	SUIVI D'EXECUTION		
		Solde au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Solde en fin d'exercice
FSE - JLM PO RHONE-ALPES	258		258	0
FSE - PCRE	265 563		265 563	0
REGION AURA - PCRE	114 664		114 664	0
ETAT - POSTE FONJEP	14 328		14 328	0
CLERMONT AUVERGNE METROPOLE - FONCTIONNEMENT	15 000		15 000	0
CC SAONE BEAUJOLAIS - ENTREPRENDRE AU CŒUR DES TERRITOIRES	6 600		6 600	0
RIOM LIMAGNE - ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT	2 000		2 000	0
CC VALLEE DU GARON - ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT	3 000		3 000	0
CC DIOIS - ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT	3 500		3 500	0
CC PAYS ST ELOY - ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT	750		750	0
CC DU PAYS DE L'ARBRESLE - ANIMATION OFFRE SOUTIEN A L'ENTREPREUNARIAT	5 000		5 000	0

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

5 - Autres informations

5.1 - Rémunération des cadres dirigeants

En application de l'article article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2024 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 82 551 euros.

Ces rémunérations ne comprennent pas d'avantages en nature.

5.2 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	11	0
Non Cadres	30	
TOTAL	41	0

5.3 - Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 10.680 euros.

ANNEXE ASSOCIATION

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024 Aux comptes annuels présentés en Euro

5 – Autres informations (suite)

5.4 – Détail des fonds dédiés issus des subventions d'exploitation :

Variation des fonds dédiés issus des subventions d'exploitation :	Objet	Montant initial		Fonds à engager au début de l'exercice	Report en fonds dédiés (689)	Utilisation de fonds reportés (789)	Fonds restant à engager en fin d'exercice
		Année	Montant				
TOTAL			140 692	76 412	171 473	74 371	173 513
DREETS 31 550 € CDC 31 550 € CR AURA 16 900 €	DLA - Fonds Ingenierie	2023	80 000	28 750		28 750	0
DREETS 60 692€	DLA - Enveloppe Reg. Mut.	2023	60 692	47 662		45 621	2 041
DREETS 31 550 € CDC 31 550 € CR AURA 16 900 €	DLA - Fonds Ingenierie	2024	80 000	0	62 325		62 325
DREETS 51 892 €	DLA - Enveloppe Reg. Mut.	2024	51 892	0	34 148		34 148
CR AURA 75 000 €	DLA - Enveloppe ACI	2024	75 000	0	75 000		75 000

Paraphé pour les besoins d'identification
SARL VULCA CONSEIL